

GUERRE DES BREVETS OU GUERRE AU COVID ? POUR NOS INTÉRÊTS DE TRAVAILLEURS, NOUS AVONS CHOISI !

Ainsi va le capitalisme. Alors que les progrès des sciences et techniques ont rendu possible la mise au point des premiers vaccins contre le COVID en moins d'un an, voilà que le système des « brevets » et la loi du profit freinent la production des vaccins. Partout, la pénurie de doses s'installe, après celles de matériel médical, de masques, de traitements en réanimation et de tests des mois passés.

Pendant ce temps, dans les hôpitaux, les déprogrammations de soins continuent, augmentant les risques sur la santé. Toujours plus d'efforts sont demandés aux travailleurs de la santé. Et les projets de réorganisation hospitalière continuent : 300 suppressions de lits programmées avec le nouvel hôpital Paris-Nord, 150 à Marseille, 200 à Nantes et à Caen, etc.

Les profiteurs de la pénurie

Sanofi, qui ose licencier plus de 400 chercheurs en pleine pandémie, préfère maintenir ses chaînes de production à l'arrêt, parce qu'il ne dispose pas encore de son vaccin et qu'il n'entend pas produire ceux de ses concurrents. Il a pourtant touché plus de 1,5 milliards d'euros de fonds publics en 10 ans, sans aucune contrepartie et versé 4 milliards d'euros à ses actionnaires l'an dernier.

AstraZeneca reçoit par contrat de précommande 336 millions d'euros de l'Union européenne, mais prétextant une « baisse de rendement » dans son usine belge, il décide qu'il ne livrera que le quart des doses promises. Renseignements pris : Londres a été encore plus généreux en terme de subventions, et sera donc mieux servi.

Pfizer livre 20 % de vaccins en moins, mais fait 20 % de profits en plus, en faisant payer la sixième dose trouvée au fond de ses flacons.

Le fric contre la santé

Aujourd'hui, tirant profit de la pandémie qui a déjà fait plus de 2,3 millions de morts dans le monde, dont plus de 80.000 en France, quelques multinationales pharmaceutiques prévoient d'enregistrer des milliards de bénéfices... même si cela doit condamner la partie la plus pauvre de la population mondiale à ne pas y avoir accès parce les vaccins sont vendus trop cher.

Ainsi, l'Afrique du Sud, qui fait face à un variant particulièrement redoutable, doit acheter ses vaccins 2,5 fois plus cher que l'Union européenne. Et l'OMS ne prévoit pas de vacciner plus de 10 % de la population des pays pauvres d'ici la fin de l'année !

Pourtant, priver les pays les plus défavorisés du moyen de vacciner leur population, c'est évidemment prendre le risque que l'épidémie continue à galoper et plonge le monde dans une situation dramatique.

Réquisition de l'industrie pharmaceutique

Pour se donner les moyens de mettre un terme à cette pénurie de vaccins, il faut en finir avec les « brevets » sur les médicaments et les secrets de production qui sont les moyens pour les multinationales du médicament d'enregistrer des profits faramineux sur le dos de la vie humaine. Entre 2000 et 2018, 35 multinationales du médicament ont ainsi accumulé la somme faramineuse de 7 770 milliards d'euros de bénéfices.

En mai dernier, Macron lui-même avait affirmé que « le vaccin doit être un bien public mondial, extrait des lois du marché ». Depuis, silence radio. Aujourd'hui, les traitements et les vaccins contre le Covid doivent effectivement devenir des « biens communs » universels, accessibles à toutes les populations de la planète.

L'urgence est bien d'imposer à ce gouvernement par la mobilisation qu'il décide de la réquisition immédiate de tous les sites de recherche et de production de l'industrie pharmaceutiques afin de produire les vaccins et traitements médicaux en quantité suffisante.

Mais imposer à l'industrie pharmaceutique de se mettre au service de la santé et de la vie humaine parce que nos vies valent plus que leurs profits, c'est choisir de remettre en cause la propriété capitaliste dans ce secteur de l'économie pour la placer sous le contrôle des professionnels de santé, de ses salariés et des usagers. Reste à construire la mobilisation pour engager cette épreuve de force.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur
Et maintenant sur Facebook ...



Peugeot Kenitra au Maroc, vive la grève !

S'implanter au Maroc, pour Renault comme pour Peugeot, c'est profiter tout à la fois des aides massives d'un Etat marocain cherchant à attirer les investissements étrangers et profiter d'une main d'œuvre à bon marché : course aux bas coûts et à la compétitivité oblige. Mais en inaugurant en grande pompe en 2019 l'usine de Kenitra, Peugeot ne pouvait certainement pas imaginer qu'un an et demi plus tard puisse s'y dérouler une grève comme celle qui a paralysé l'usine fin janvier-début février 2021. A l'origine de cette explosion de colère : la faiblesse des salaires de base (2600 dirhams, soit 240€ par mois) ; un système de comptage des heures qui conduit à des heures supplémentaires non payées (en semaine ou en week-end) ; des contrats précaires sans couverture médicale... La direction s'est heurtée à la résistance des travailleurs exigeant de pouvoir vivre dignement de leur travail. Plus ils gagneront là-bas sur leurs revendications, et moins nos patrons ici pourront faire de chantage à la délocalisation. Vive la grève des travailleurs de PSA Kenitra !

Compagnie d'affrètement et de transport (CAT) en grève : ils ont bien raison !

La grande majorité des salariés (75%) de la Compagnie d'affrètement et de transport (CAT) du site de Batilly ont fait grève plusieurs jours pour réclamer une augmentation des salaires et de meilleures conditions de travail. Les travailleurs de cette ancienne filiale du groupe Renault, payés au Smic, tenaient le piquet de grève et organisaient des barrages filtrants devant l'usine Sovab. En réponse, la direction propose... 7 cts de plus de l'heure ! En plus du dédain dont la direction fait preuve à l'égard de ses salariés, c'est une insulte à l'ensemble du monde du travail ! Unir nos forces est une nécessité urgente pour mettre un terme à l'offensive patronale. Pour vivre dignement, récupérons les milliards que les patrons nous volent !

L'exploitation est dangereuse pour la santé

La Cour d'appel de Douai a récemment reconnu le "préjudice d'anxiété" qu'ont subi les mineurs de charbon de Lorraine pour avoir été exposés à des substances toxiques qui provoquent des maladies mortelles. Leur ancien employeur, les Charbonnages de France, n'existe plus c'est donc l'État qui devra verser 10 000 € aux 726 mineurs toujours en vie. Une somme qui ne compensera pas la mise en danger de leur santé et les conditions de travail qui ont réduit de 10 ans leur espérance de vie mais ce jugement est une victoire des travailleurs contre les dirigeants qui les ont sciemment exposés à ces risques.

Vive la "fronderie" !

Au bas mot, 40 % des emplois des fonderies en France seraient sacrifiés d'ici à 2030. Motif ? La sortie du tout diesel et la sacro-sainte compétitivité. Dans cette offensive, PSA et Renault, principaux donneurs d'ordre, sont à la manœuvre. Fonderies du Poitou (Vienne), MBF Aluminium (Jura), FVM Technologie (Meurthe-et-Moselle), SAM (Aveyron) : plusieurs centaines d'emplois sont menacés, les salariés étant souvent lâchés par les repreneurs successifs qui se retirent une fois les subventions publiques aspirées. Contre toutes ces menaces présentes et à venir, des centaines de salariés de fonderies de tout l'hexagone se sont rassemblés le 21 janvier devant les fonderies du Poitou pour montrer de quel bois ils se chauffent. Un premier pas vers une mobilisation tous ensemble qui reste à construire.

Pas de puces, pas de voitures !

Tout se tient dans l'économie mondialisée capitaliste : développement mondial des voitures électriques, plus d'ordinateurs suite au Covid, guerre commerciale US-Chine ont déstabilisé ce marché mondial reposant sur quelques producteurs de quelques pays.

Pour diminuer les coûts, ce ne sont plus que quelques fournisseurs qui alimentent toute l'industrie auto mondiale. Ce n'est pas aux salariés de payer. Paiement complet des interruptions de production ! Et dénonciation de l'incapacité du mode de production capitaliste efficace !

La jeunesse meurt de faim

On observe des files d'attente de plus en plus longues de centaines de jeunes lors des distributions alimentaires. La précarité étudiante, déjà bien ancrée avant la crise sanitaire, a explosé avec la crise. Perte de leur emploi, baisse des APL, décrochage scolaire, vague de suicides, la situation est révoltante. Les repas à 1€ (en général non appliqués) ne stopperont pas la misère, tout comme les chèques psys ne soigneront pas les pots cassés de la gestion de la crise sanitaire. Dans plusieurs villes, les étudiants ont manifesté leur colère. Face à la misère de la jeunesse, seule la mobilisation pour arracher les milliards donnés aux patrons changera la donne.

Parler pour ne rien dire.

Vendredi 12 février, Olivier Veran le ministre de la Santé était à Metz en raison de l'explosion du nombre de cas de variants en Moselle. D'une concertation entre hauts-fonctionnaires et élus locaux à l'autre, il s'est exprimé lors de plusieurs points presse... Pour ne rien annoncer ! Le Covid-19 varie mais pas le gouvernement qui est toujours aussi incapable et impuissant (sauf pour les cadeaux au grand patronat).